



For Press

## TICAD IV Déclaration des ONG Africaines et Internationales et de la Société Civile Japonaise

Yokohama, 29 mai 2008

Excellences Monsieur le Premier Ministre du Japon,  
Excellences Messieurs les chefs d'Etat et des Gouvernements,  
Monsieur le Président de la Conférence,  
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation  
Chers collègues des ONG Africaines, des ONG de la diaspora et Internationales et de la Société Civile Japonaise  
Honorables Invités

Je voudrais saisir cette opportunité pour féliciter le gouvernement du JAPON et tous les coorganisateur pour la bonne organisation de la présente rencontre dans cette merveilleuse ville de YOKOHAMA.

La TICAD IV survient dans un contexte de hausse importante des prix de denrées alimentaires liée à une pénurie généralisée ; et de l'envol du prix du pétrole, en relation avec les conflits dans les pays producteurs.

Ce contexte, ainsi que les défis actuels de développement doivent guider notre approche et nos délibérations de la TICAD IV.

Les Objectifs de développement du Millénaire: OMD

Les OMD mettent en évidence le besoin fondamental d'un développement social pour réduire la pauvreté. En d'autres termes, la croissance économique en elle seule ne peut assurer aucune réduction durable de la pauvreté.

Excellences Messieurs les chefs d'Etat et des Gouvernements

La question de savoir si les OMD seront atteints ne se pose plus. Mais on doit plutôt se demander si les pays développés et les gouvernements africains ont la volonté politique et le leadership nécessaires de leur réalisation.

Hier, il a été mentionné ici qu'il existe d'importants gaps de ressource par rapport à la réalisation des OMD, y compris la fuite des cerveaux.

Nous espérons que le processus de la TICAD contribuera à réduire ces gaps.

Il n'y a pas d'investissement financier trop grand pour le développement. Rien que pour les problèmes de santé, l'Afrique perd chaque année plus de 8 millions de vie ! Ceci est inacceptable !

Investir dans les OMD, devrait être perçu comme une sorte de plan Marshall pour soutenir un développement accru et durable pendant la période nécessaire.

Il n'est pas exagérer de dire que les OMD ne peuvent être atteints sans une implication et partenariat avec la société civile.

Excellences Messieurs les chefs d'Etat et des Gouvernements,  
Monsieur le Président de la conférence,

Beaucoup a été dit hier au sujet de la démocratisation en Afrique. L'Afrique a éprouvé quelques développements positifs pendant la décennie passée, avec au moins douze présidents retraités respectant leurs limites constitutionnelles et remettant paisiblement le pouvoir après des élections.

En outre plusieurs conflits prolongés ont été également résolus. De tels développements positifs démontrent que la démocratisation dépend de plusieurs facteurs.

Le défi pour toutes les démocraties naissantes, particulièrement, ceux en Afrique est de s'assurer que la consolidation démocratique est engagée dans la redistribution. Il ne peut y avoir aucune paix à long terme en Afrique sans développement redistributif.

Excellences Messieurs les chefs d'Etat et des Gouvernements,  
Monsieur le Président de la conférence,

TICAD IV doit remettre la question de la démocratisation à son ordre du jour et la lier avec la paix et le développement. Les pays africains et leurs partenaires doivent évoluer de la démocratie de façade vers des formes de gouvernement qui favorisent la participation démocratique et responsable,

Des inquiétudes sérieuses ont été exprimées hier concernant la crise alimentaire actuelle résultant des facteurs comme les nouvelles habitudes de consommation, le prix en hausse de pétrole brut et d'autres sources d'énergie aussi bien que des problèmes structureaux de longue date concernant l'agriculture des pays en voie de développement.

Nous avons entendu hier de plusieurs chefs d'Etat dire que la crise pourrait faire reculer le progrès que l'Afrique a accompli en termes de développement économique, paix et sécurité.

L'augmentation des prix de denrées alimentaires a frappé en particulier les pauvres des villes et dans les milieux ruraux.

Du coup les personnes handicapées, les femmes, les enfants et les personnes vivant avec le HIV/SIDA, la Tuberculose et le paludisme sont de plus en plus vulnérables et marginalisés.

Concernant le changement climatique, nous accueillons avec plaisir l'initiative dénommée TICAD « Cool Earth ».

Nous avons besoin également des nouvelles ressources, en plus de l'APD existante afin que l'impact soit significatif. Nous appelons également la coordination par les Nations Unies pour éviter la duplication et la confusion des efforts.

Les pays africains doivent adopter l'approche « Réduction des Risques de Dégât » et renforcer leur capacité dans ce sens.

Quels sont alors le rôle et la responsabilité de la société civile en tant que partenaire dans le développement, étant donné le contexte actuel ?

La société civile est considérée comme acteur principal de la promotion de la liberté, des valeurs politiques, et comme avocat pour la justice sociale, la participation démocratique, la bonne gouvernance et la résolution des conflits. Elle joue un rôle important dans la transition et la consolidation démocratique.

Pour que la société civile joue effectivement ce rôle, elle doit être autorégulatrice, indépendante de l'état, et être conforme aux règles communes qui guident et réglementent leurs activités. Ils agissent également en tant que canaux par lesquels les citoyens articulent leurs intérêts et soucis.

La société civile influence également le changement social, en encourageant l'état à faire les changements structurels et à élaborer des politiques en faveur des intérêts sociaux communs.

Cependant, le rôle de la société civile dans le processus de la démocratisation peut être entravé par la dépendance aux financements externes, les gouvernements hostiles, et les questions telles que la polarisation d'appartenance ethnique, de religion et de genre.

Le positionnement unique de la société civile parmi les communautés affectées, son travail dans les domaines de recherche et d'analyse aussi bien que des efforts de plaider avec les structures nationales, régionale et internationale, font de la société civile un partenaire crédible et efficace dans beaucoup de cas.

Dans cette perspective, la société civile africaine et japonaise participant au processus de la TICAD réitère les observations soulevées précédemment car notre soucis est que l'aide vers l'Afrique ne devrait plus recréer la crise de dette d'où certaines de nos économies ont récemment émergé, et d'où les autres doivent aussi s'affranchir.

Monsieur le Président de la conférence,

Avec toute la considération que nous avons pour le plan d'action de la TICAD et de son mécanisme de suivi, nous joignons notre voix à celle des nombreux appels de nos chefs d'Etat hier pour que les dits documents soient explicites, avec des objectifs limites dans le temps et mesurables.

Etant donné le point auquel les organisateurs du processus de TICAD ont cherché à faire participer la société civile jusqu'ici, nous avons sans doute que c'était une inadvertance simple et invite avec respect les organisateurs à apporter l'amendement nécessaire et à confirmer la participation de la société civile dans le mécanisme.

Enfin, la TICAD IV doit placer le développement centré sur les personnes au centre de son ordre du jour et de devenir un forum pour un partenariat gagnant gagnant entre l'Etat, le secteur privé et la société civile.

Nous avons l'espoir que nos gouvernants agiront de manière unie avec la richesse de nos diversités africaines, la promotion de la solidarité internationale avec la mise en valeur des besoins des populations pauvres tout comme le renforcement de l'évaluation et l'obligation de rendre compte.

Excellences Messieurs les chefs d'Etat et des Gouvernements,  
Monsieur le Président de la Conférence,  
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation

Nous espérons que le gouvernement japon et les coorganisateur ainsi que les gouvernements africains considéreront les propositions des peuples africains et japonais pour que les efforts d'aides soient en faveur des plus pauvres.

Je vous remercie.

**For more information, contact:**

Minori Tanimura: +81-(0)90-6537—8098 on behalf of:

TICAD IV NGO Network

c/o Institute of Asia-Pacific Studies, Waseda University, Rm 613-6

1-21-1, 7F Soudainishiwaseda, Bldg.

Nishiwaseda, Shinjuku-ku, Tokyo, Japan

Masaki Inaba: +81-(0)90-1264-8110 on behalf of:

2008 G8 Summit NGO Forum

c/o Japan NGO Center for International Cooperation (JANIC)

Avaco bldg. 5F, 2-3-8 Nishiwaseda, Shinkuku-ku, Tokyo, Japan